



**PREFET
DE L'AIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

**Unité Départementale
de l'AIN**

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées				
Référence : 2021407-RAP-S4103				
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL		
Société CIAT Avenue Jean Falconnier 01 350 Culoz		S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO / IED	61-2074 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS <input type="checkbox"/> ED	
Activité principale :		Fabrication d'équipement aéronautique et frigorifique		
Date du contrôle :		15/03/21		
Inspecteur :		Christophe CALLIER		
Type de contrôle				
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée		<input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle				
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL		<input type="checkbox"/> Incident/Accident		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle				
<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets	<input type="checkbox"/> Risques <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE	<input type="checkbox"/> Contrôle réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, etc	Action nationale : <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène	
Principales installations contrôlées <ul style="list-style-type: none"> Bâtiment A Poteaux incendie/Aires d'aspiration Bâtiment 24/Chaîne de traitement de surface Stocks de bouteilles d'acétylène Chaudière bois et pompes à chaleur 				
Référentiel du contrôle Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015				
Personnes rencontrées et fonctions				
Nom	Société	Qualité		
Jeanne LAUDE Bérénice MINOTTI Jean-Francois PLANCON Philippe VALENTIN Jean-Luc DI PAOLO Pascal SELEMON	CIAT	Ingénieure EHS Directrice EHS Europe Directeur QHSE du site de Culoz Directeur du site de Culoz Responsable moyens généraux du site Réfèrent technique bâtiments et infrastructures		
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> S4 <input type="checkbox"/> Autre : UD-A			

I. Synthèse de la visite et des constatations

I.1. Périmètre inspecté

La thématique de cette inspection, retenue lors de la préparation et annoncée à l'exploitant par courrier électronique du 11 mars 2021, correspondait au périmètre suivant à inspecter :

- activités exercées ;
- désenfumage ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- prélèvements d'eau ;
- contrôle des émissions atmosphériques ;
- contrôle des effluents aqueux ;
- évacuation des effluents aqueux de la ligne de traitement de surface.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

I.2. Contexte

L'établissement CIAT de Culoz qui a appartenu au groupe UTC de 2015 au 31 mars 2020, appartient depuis le 1^{er} avril 2020 au groupe CARRIER suite à une scission du groupe UTC.

I.3. Vérification de la situation administrative de l'installation

Plusieurs modifications sont intervenues depuis la dernière visite d'inspection, conduisant à des modifications des volumes d'activités exercées, qui feront l'objet d'un porter à connaissance à destination de la préfète ; document en cours de rédaction.

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Volume d'activité (AP du 28 décembre 2015)	Régime autorisé	Evolution	Nouveau classement
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	6 500 litres	A	Modification de la nomenclature conduisant à un classement sous le régime de l'enregistrement	E
2560-B-1	Travail mécanique des métaux et alliages	1 600 kW	E	Renouvellement de machines et ajout de la ligne 7 conduisant à une puissance de 2 081 kW	E
2410-B-2	Travail du bois	60 kW	D	L'arrêt de la chaudière bois fin février 2019 a conduit à l'arrêt du broyeur. La puissance de l'atelier caisserie bois est de 5 kW	NC
2910-A-2	Combustion	5,5 MW	DC	La chaudière bois a été arrêtée fin février 2019. La puissance restante correspond aux CTA et aux brûleurs de la ligne peinture. La puissance totale est de 2,3 MW.	DC
2925	Poste de charge d'accumulateurs	150 kW	D	Pas d'évolution	D
2940-3-b	Application de peintures poudres à base de résines organiques	180 kg/j	DC	Pas d'évolution	DC
4718.2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 y compris GPL	26,6 t	D	26,8 t	D
4719.2	Acétylène	654 kg	D	852 Kg	D
4725.2	Oxygène	2 t	D	2 t	D

4802.2.a	Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone : 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	500 kg	DC	Rubrique devenue 1185.2.a. L'ajout de deux unités (PAC) aboutit à une quantité totale de 1 432,7 kg.	DC
4802.3.1.a	Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone : 2. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés	17 994 litres	DC	Suppression du stockage	NC

Ainsi, suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, l'établissement CIAT de Culoz relève du régime de l'enregistrement et non plus du régime de l'autorisation.

I.4. Suites apportées à la précédente visite d'inspection

Suite à la visite du 23 mai 2018, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre certaines actions. L'exploitant a détaillé les réponses apportées à ces demandes dans un courrier du 16 juillet 2018. Les demandes formulées par l'inspection à l'issue de cette visite et les réponses apportées par l'exploitant figurent ci-après. Le cas échéant les commentaires de l'inspection sont également présentés :

- Indiquer la surface utile des exutoires de fumées de la partie reconstruite du bâtiment A et calculer le ratio surface utile des exutoires de fumées/surface au sol de l'atelier.
 ➔ « *L'extension du bâtiment A dispose de 20 exutoires de 1 m², soit un ratio de 1/175 m².* »
 ➔ Le ratio de surface utile des exutoires de l'extension du bâtiment A rapportée à sa surface au sol est de 0,57 %. Ce ratio n'est pas conforme avec les prescriptions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui exige un ratio minimal de 2 %. Ce sujet est repris dans les fiches de constats jointes en annexe 1 du présent rapport.
- Transmettre à l'inspection, une copie de l'inventaire des produits (liste partielle des produits recensés) et une copie d'une ou plusieurs « fiches produits » concernant des produits dangereux, faisant apparaître leur classification, ainsi que leurs mentions de dangers.
 ➔ « *Vous trouverez en annexe un inventaire des produits utilisés sur site, avec quelques exemples de fiches produits* ».
 ➔ Cette réponse n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
- Compléter la fiche réflexe relative à l'usage de l'acétylène par les éléments pertinents de sa FDS.
 ➔ « *La fiche réflexe de l'acétylène a été complétée par les éléments pertinents de la FDS (en annexe).* »
 ➔ Cette réponse n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
- Informar l'inspection des installations classées de la mise en service du dispositif de rafraîchissement des locaux par pompe à chaleur.
 ➔ « *L'automatisation est en cours de chiffrage. On estime une consommation pour le rafraîchissement des bâtiments A, B, E et F, ramenée de 450 000 m³ à 220 000 m³, cela nous permettrait de revenir dans le volume d'autorisation. L'automatisation devrait être effective à partir du mois d'août 2018.* »
 ➔ Ce sujet est repris dans les fiches de constats jointes en annexe 1 du présent rapport.
- Transmettre le rapport de mesure des émissions sonores.
 ➔ « *La mesure a eu lieu le 13 juin 2018. On constate un dépassement en émergence sur le point 2 de 1 dB (A) lié au trafic de chariots élévateurs. À noter que les valeurs en limite sont-elles toutes conformes. La variabilité du trafic est à prendre en compte, la dernière mesure étant conforme. Une analyse des flux externe va être lancée, ce point sera à adresser dans ce cadre.* »
 ➔ Cette réponse n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
- Transmettre le certificat de réception du PI 94. Aménager l'aire 84 de manière à permettre, en toutes circonstances, le stationnement de 4 véhicules (aire de 4 mètres par 8 mètres). Finaliser l'aire 90 et la faire réceptionner par le SDIS.

- ➔ « Le marquage additionnel des deux zones a été réalisé en semaine 28. À l'issue, une réception de l'aire 90 sera réalisée. Suite à échange avec le SDIS, il semble que l'enregistrement complet du PI 94 n'a pas été réalisé, il sera donc réalisé une nouvelle réception de ce poteau et de l'aire 84 ; délai suivant SDIS : estimé septembre 2018. »
- ➔ Ce sujet est repris dans les fiches de constats jointes en annexe 1 du présent rapport.

Le présent rapport reprend en annexe 1, les thématiques ci-dessus pour lesquelles les suites données par l'exploitant ne répondent pas entièrement à la demande de l'inspection.

II. Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite du 15 mars 2021, 2 non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

II.1. Propositions de suites administratives

Néant

II.2. Autres suites

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum d'un mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées.

Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans l'annexe jointe au présent rapport.

Un courrier est adressé à l'exploitant, une copie est jointe au présent rapport.

L'inspecteur de l'environnement	Le vérificateur et approbateur L'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Ain
Christophe CALLIER	

Annexe 1 : fiche de constats

Inspection CIAT du 13 mars 2021

Constat N°1 : Désenfumage

La nouvelle partie du nouveau bâtiment A qui a été reconstruite (3 500 m²), a été recouverte par une nouvelle toiture équipée d'exutoires. Par courrier du 19 mars 2021, faisant suite à la visite d'inspection objet du présent rapport, la société CIAT a indiqué à l'inspection que le bâtiment A reconstruit dispose de 20 exutoires d'une surface utile de 1,56 m² soit 31,2 m² de surface d'exutoires. Cette surface d'exutoires rapportée à la surface au sol du bâtiment A qui est de 3 670 m², aboutit à un ratio de 0,85 %. Le bâtiment A ne respecte donc pas les dispositions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui exige un ratio minimal de 2 %.

Ce bâtiment n'accueille actuellement aucune activité classée au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; il est employé pour le stockage de produits finis principalement composés de métal. La visite du site a permis à l'inspection de confirmer ce point. À plus long terme ce bâtiment pourrait accueillir le « Training Center » de CIAT, qui ne devrait pas non plus accueillir d'activité classée. Dans son courrier du 19 mars 2021, l'exploitant précise qu'il s'engage à porter à la connaissance de la préfète toute modification de ses installations et notamment concernant le bâtiment A et le cas échéant à mettre en conformité la surface des exutoires de fumées.

Le dernier contrôle des exutoires a été effectué le 5 novembre 2020. Les exutoires sont tous en « *Bon état fonctionnel* ». Les 20 exutoires du nouveau bâtiment A ont été contrôlés.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 8.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015	Avant le déploiement d'une activité classée dans le bâtiment A	En cas d'accueil d'une activité classée dans le nouveau bâtiment A, le ratio la surface utile de surface utile des exutoires de fumées rapporté à sa surface au sol devra être porté à 2 % au minimum, et ce préalablement au démarrage de l'activité.

Constat N°2 : Moyens de lutte contre l'incendie

4 aires de stationnement des véhicules de 4 mètres par 8 mètres ont été tracées au sol au niveau des aires d'aspiration 84 et 90. Les aires d'aspiration 84 et 90, ainsi que le PI 94 devraient être réceptionnées par le SDIS au cours d'un exercice annuel qui aura lieu courant 2021.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 8.2.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015	Après réception	Indiquer la date de réception des aires d'aspiration 84 et 90, ainsi que du PI 94, puis transmettre leurs certificats de réception.

Constat N°3 : Approvisionnements en eau

Les consommations d'eau prélevée par les forages ont été les suivantes au cours des dernières années, la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral étant de 2,3 millions de m³ :

Année	2016	2017	2018	2019	2020
Prélèvement (en million de m ³)	2,1	2,56	2,35	2,52	2,58

Les prélèvements d'eaux souterraines sont le plus souvent supérieurs à la valeur limite maximale annuelle prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

L'abandon des bâtiments U et L, prévu en 2021, permettrait d'économiser, sur la base des chiffres de l'année 2020, 220 840 m³ sur le bâtiment U et 10 000 m³ pour le bâtiment L.

Les prélèvements d'eaux souterraines destinées au chauffage, à la ventilation et à la climatisation représentent plus de 90 % du total prélevé. Il reste à ce stade 3 circuits dits de « freecooling » c'est-à-dire un fonctionnement en circuit ouvert avec un simple échangeur.

Les solutions visant à réduire les prélèvements qui vont être mises en œuvre sont les suivantes :

- l'arrêt de refroidissement des bâtiments A (utilisé pour du stockage) ;
- l'arrêt de refroidissement en « freecooling » du bâtiment F, puis le refroidissement de la partie Sud uniquement du bâtiment F (5 000 m² uniquement sur un total de 22 000 m²) grâce à un circuit d'eau glacée (groupe froid) ;
- au final, il ne restera qu'un seul circuit de « freecooling » au bâtiment K ;
- des gains peuvent également être obtenus sur le refroidissement des locaux informatiques.

Les prélèvements annuels d'eaux souterraines ainsi projetés, devraient respecter en 2021 la valeur limite fixée à 2,3 millions de m³.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015	Au fil de l'eau	Informar l'inspection des installations classées de la mise en œuvre des diverses solutions visant à réduire les prélèvements d'eaux souterraines.

Constat N°4 : Contrôle des émissions atmosphériques

La chaudière bois a été arrêtée en février 2019.

Les conduits n°1 et n°2 ont été contrôlés le 13 février et le 29 mars 2018.

Les conduits n°2, 3 et 4 ont été contrôlés le 28 mars 2019.

Le conduit n° 2 a été contrôlé le 4 mars 2020.

Tous les résultats sont conformes.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 3.2.3 et 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015		

Constat N°5 : Contrôle des effluents aqueux

Les condensats des compresseurs ont été contrôlés le 3 avril 2019 et le 5 mars 2020.

Les eaux pluviales de voiries ont été contrôlées le 12 mars 2018, le 3 avril 2019 et le 5 mars 2020.

Les eaux pluviales de voiries issues de séparateur d'hydrocarbures ont été contrôlées le 12 mars 2018.

Tous les résultats sont conformes, à l'exception des MES :

- au point n° 17 (104 mg/l pour une VLE de 35 mg/l) en 2019. La valeur mesurée en 2020 était conforme pour ce paramètre ;
- au point n° 18 (62 mg/l pour une VLE de 35 mg/l) en 2018. Les valeurs mesurées en 2019 et 2020 étaient conformes pour ce paramètre.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 4.3.9.1, 4.3.12 et 10.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015		

Constat N°6 : Evacuation des effluents aqueux de la ligne de traitement de surface

Les bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondant à l'évacuation des effluents aqueux de la ligne de traitement de surface des années 2019 et 2020 ont été présentés.

Les quantités d'effluents ainsi évacuées sont de 23,5 tonnes en 2019 et de 33,7 tonnes en 2020.

Ces effluents proviennent des bains et des eaux de rinçage qui sont vidangés environ une fois par trimestre.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 4.3.1, 9.1.6 ; 5.1.4 et 5.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 décembre 2015		